

Programme de formation " Booster les femmes résilientes " (BFR)

Le point après une première semaine d'enseignement

MZM
Libreville/Gabon

Le directeur général de l'Entrepreneurium du Gabon, Yannick Ebibie a fait le point, vendredi dernier, des premiers jours de formation intensive à laquelle ont pris part 30 Gabonaises entrepreneures, sélectionnées pour participer à ce programme de six semaines.

« LES femmes résilientes sont celles-là, qui ont pris le courage de se lancer dans l'entrepreneuriat. Et lorsque ces femmes viennent chez nous, on leur explique comment fonctionne un business qui marche. Comment se fait-il qu'au Gabon, 80% des entreprises meurent au bout de 5 ans après leur

création(...) ? C'est sur la base de cette question qu'on leur montre, en fait, quelles sont les caractéristiques d'une entreprise qui réussit et celle qui ne réussit pas. Une fois que cela est compris, elles peuvent l'appliquer dans votre activité. Donc, il y a vraiment un accompagnement personnalisé. Mais à la base, l'entrepreneur doit réellement comprendre quelles sont les tenants et les aboutissants de la réussite d'un projet », a indiqué Yannick Ebibie, directeur général de l'Entrepreneurium du Gabon, à l'initiative du programme de formation "Booster les femmes résilientes" (BFR). Il a souligné qu'une fois les objectifs opérationnels atteints, le financement est automatique. « Nous finançons les projets à hauteur de 30 millions.



Photo : MZM

Les responsables de l'Entrepreneurium du Gabon décidés à accompagner les femmes dans leurs parcours d'actrices du développement.

Toutefois, le type de financement va dépendre du projet et de ce que souhaite l'entrepreneur. Mais l'idée pour nous, avec les fonds dont nous disposons, est d'investir là où il aura le plus d'impact», a-t-il relevé.

En effet, les financements octroyés par l'Entrepreneurium du Gabon se font sur fonds propres. «Essentiellement, nos revenus aujourd'hui viennent de certaines formations que nous faisons payées et des dons offerts par des insti-

tutions que nous accompagnons dans le cadre de leur programme entrepreneurial. Ce sont ces dons qui nous permettent de faire des formations », ajoute M. Ebibie. Toutefois, a rappelé le directeur opérationnel de l'entrepreneurium, Frédéric Ngirabacu, comme toutes demandes de financements, une analyse est de rigueur. Elle se fait sur la base d'éléments concrets et des réalités sur le terrain. Mais surtout, elle consiste à vérifier si l'entrepreneur a la capacité de rembourser. L'édition-pilote du 15 février, à Libreville, avait permis, dans un premier temps, de sélectionner 5 Gabonaises dont les projets sont désormais incubés par la Fondation. Dans les cinq prochaines

semaines, les participantes à cette formation auront accès à un coaching personnalisé, en vue de l'élaboration de leur propre business-model. Il n'est pas inutile de rappeler que le programme Booster les femmes résilientes (BFR) est destiné à accompagner 100 femmes entrepreneures opérant au Rwanda, au Gabon et au Sénégal. Ce programme, organisé autour d'un plan de formation de 6 semaines, à la fois pratique et théorique, a donc pour objectif d'accompagner les femmes dans leur parcours entrepreneurial, en les dotant des compétences et des ressources nécessaires à la création et au développement d'une petite ou moyenne entreprise.

Renforcement des capacités des auditeurs sur la Budgétisation par objectifs de programme (Bop)

L'objectif a été atteint

MZM
Libreville/Gabon

Le secrétaire général de la juridiction financière, Michel Ikapi qui a présidé, vendredi dernier, à Libreville, la fin des travaux de l'atelier sur l'appropriation de la Budgétisation par objectifs de programme (BOP) au bénéfice du personnel de la Cour des comptes, l'a reconnu.

CES assises visaient un double objectif : familiariser, durant deux semaines, les auditeurs de la Cour des comptes à l'environnement de la Budgétisation

par objectifs de programme (Bop). Mais également adapter le rapport de la Cour de contrôle de l'exécution des lois de finances aux innovations induites par la loi organique relative aux lois de finances et à l'exécution du budget, tout en intégrant l'évaluation de la performance des programmes dans les axes dudit rapport. « Cet objectif a été atteint. Il ne nous reste maintenant qu'à mettre en pratique les connaissances apprises pour mieux exécuter notre nouveau mandat légal », a déclaré le secrétaire général de la



Photo : MZM

Vue des officiels dont le secrétaire général de la juridiction financière Michel Ikapi (2e à gauche) lors de la clôture des travaux.

Cour des comptes, Michel Ikapi. En effet, le Gabon procède actuellement à la trans-

cription progressive des directives du cadre harmonisé de gestion des finances publiques de la

Communauté économique et monétaire de l'Afrique centrale (Cémac). Cette initiative induit des mutations dans le rôle des auditeurs externes tels que la Cour des comptes. « Il s'agit, là, d'un véritable défi pour l'administration et pour la haute juridiction financière. La Cour des comptes doit, en effet, prendre sa place, toute sa place, pour accompagner raisonnablement cette réforme aux allures de révolution (...) L'avis de la Cour des comptes sur l'exécution du budget 2015, ainsi que sur les rapports de performance des différents

programmes est fortement attendu par nos principales parties prenantes externes », a indiqué M. Ikapi. Cette formation entre dans le cadre de la première composante de l'accord de don signé, à Libreville, le 21 novembre 2014, par la Banque mondiale et la Cour des comptes. Il s'agit d'accompagner cette Institution dans le renforcement des capacités professionnelles de son personnel, notamment dans les domaines de l'audit de performance et de l'évaluation des politiques publiques.

Bonne gouvernance

La Bad dans le top 10 des organisations mondiales

MSM
Libreville/Gabon

LE groupe de réflexion britannique "Publish What You Fund" a classé la Banque africaine de développement (Bad) dans sa catégorie de transpa-

rence la plus élevée. Pour la troisième année consécutive, la BAD figure dans la liste des 10 organisations les plus ouvertes et transparentes. Le classement du groupe de réflexion porte sur la transparence de 46 grandes organisations de développement, dont la Banque mondiale, le

PNUD, la Banque inter-américaine de développement (IADB) et la Banque asiatique de développement (BASD). La publication de données en conformité avec les normes internationales de l'Initiative internationale pour la transparence de l'aide (IITA), facilite l'accès aux informations sur

le développement, ainsi que leur utilisation et leur compréhension. « L'engagement de la BAD à l'égard de la transparence est absolu, et cette reconnaissance couronne trois années de travail acharné sur la divulgation des données : c'est une excellente nouvelle pour notre institution et ses par-

ties prenantes », a déclaré Simon Mizrahi, directeur du Département de l'assurance qualité et des résultats de la BAD. « Toutefois, l'heure n'est pas à la complaisance : nous devons continuer de nous concentrer sur la réalisation des cinq grandes priorités de la Banque, ce qui nous demandera d'ac-

célérer le rythme de notre travail, y compris sur la transparence », a-t-il ajouté. L'IITA est une initiative volontaire et multipartite, qui s'efforce de rendre la coopération pour le développement plus transparente, et donc d'améliorer son efficacité pour lutter contre la pauvreté.



Le prix du poisson, quel rapport avec mon projet?

Votre organisation fait partie d'un écosystème – il est étonnant de voir à quel point des changements dans un secteur peuvent se répercuter sur l'ensemble de votre marché.



THE INSIDE EDGE
www.oxfordbusinessgroup.com
gabon@oxfordbusinessgroup.com
@OBGinsights